

# Non à l'expulsion du camp de Roms à Ivry (94) !

Le samedi 6 juin 2015, la fête de soutien au campement des « Roms », organisé par le collectif de soutien, avait lieu à Ivry-sur-Seine. Depuis trois ans, 320 personnes originaires de la Roumanie s'abritent sur le terrain de l'AP-HP de la rue Truillot à Ivry-sur-Seine, sur autorisation de la mairie. Sur ce terrain qui était vide, ces populations pourchassées d'autres campements ont commencé à construire leur vie. Ils/elles ont construit leurs baraques eux/elles-mêmes, seulement par des récupérations de matériaux. Non seulement elles sont numérotées, mais l'intérieur des baraques est bien aménagé et décoré, meublé de lits, de canapés, de tables. Les frigos récupérés en faisant du ferrailage, s'ils ne sont pas pleins, fonctionnent très bien grâce à leur propre générateur.



Raluka<sup>1</sup>, mariée avec un « Rrom », habite dans ces baraques avec sa mère, ses deux sœurs qui sont mariées avec des enfants. Elle a 21 ans. Comme elle est roumaine, pas « Rrom », elle peut trouver du travail en Roumanie. Par contre, ce n'est pas possible de subvenir aux besoins parce que le salaire mensuel en Roumanie est de 100 à 150 euros. Elle parle le roumain, le français, l'espagnol, l'italien et l'anglais. Elle aimait jouer au handball, mais elle ne pouvait pas participer au match car sa mère, qui était malade, ne pouvait pas payer les frais d'inscription. Comme sa mère ne pouvait pas se faire soigner en Roumanie, vu que les soins coûtent très cher dans les hôpitaux privés bien équipés, sa famille s'est retrouvée à la rue, sans pouvoir payer le loyer. Quittant l'école après la seconde, elle a appris ses différentes langues toute seule en regardant la télévision. Aujourd'hui, elle essaye d'aider d'autres « Rroms » qui ont besoin de traductions. Son mari fait le ferrailage et elle fouille les poubelles pour trouver des affaires toujours utilisables ou pour les revendre au marché de Clignancourt. Quand elle n'a vraiment rien, elle fait la manche. *« C'est vrai qu'on habite dans la misère, mais nous sommes ici avec nos parents, c'est mieux qu'en Roumanie »*, dit Raluka.

---

<sup>1</sup> Prénom changé.



Elle témoigne également du racisme contre les « Roms » en Roumanie, y compris la maltraitance de leurs enfants à l'école par les professeurs roumains, ce qui explique en partie le refus de la scolarisation au sein de cette population. Quoi qu'ils aient du mal à s'exprimer en français, les habitants de ce campement ont une forte volonté de s'installer en France. Cela se manifeste à travers leurs expressions telles que « intégré », « égale aux Français », « pas de vol ». Environ 90 enfants sont scolarisés dans les établissements d'Ivry-sur-Seine. Ont-ils bien intégré le prétendu « modèle républicain » de l'intégration « à la française » ? En tout cas, ils témoignent de leur volonté de vivre ici, mettant en œuvre leurs compétences en utilisant et en éclairant par là même le revers de la société de consommation dans le système capitaliste.

Mais le principal problème auquel ils se heurtent, c'est la politique du pouvoir. En effet, la préfecture de Val-de-Marne a décidé de les expulser et de détruire le camp ; l'opération est prévue le 30 juin. Seule une dizaine de familles dites « bien intégrées » seront relogées. La mairie d'Ivry-sur-Seine, gérée par le PCF depuis 1925, ne tient qu'un discours de soutien moral. Ce qu'il faut, c'est une grande mobilisation pour empêcher l'expulsion et la destruction du camp, en s'appuyant sur le soutien que la population ivryenne apporte quotidiennement aux habitant-e-s du camp. La mairie a les moyens de participer à cette mobilisation. Quoi qu'il en soit, celle-ci est le seul moyen de faire échec à l'opération de la préfecture au service du gouvernement.

**Lucien Timoré**